



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

Session Plénière des 13 et 14 octobre 2016

Intervention de Véronique PEAN

Rapport N°16.04.07 : ID en Campagne – A vos ID

Monsieur le Président, mes chers collègues,

Il nous est proposé d'élargir le périmètre des dispositifs ID en campagne aux agglomérations. Par « agglomération » entendre communes périurbaines, voire banlieues.

Alphonse Allais préconisait d'installer les villes à la campagne ; voilà que vous faites l'inverse et que vous voulez installer en ville les dispositifs réservés aux campagnes !

A l'origine, devant la désertification et la paupérisation des campagnes et la détresse de leurs habitants, l'impérieuse nécessité d'enrayer la montée des inégalités entre les territoires s'est fait sentir. Il a fallu trouver des moyens spécifiques aux campagnes et là est l'origine d'ID en campagne ; dans la volonté de trouver quelques compensations au déficit d'attention dont souffrent les zones rurales. C'était toute la raison d'être du dispositif ID en campagne.

Les déclarations, les affirmations, les professions de foi n'ont pas manqué sous votre plume. Je cite les documents publiés par le Conseil régional :

*« C'est pourquoi, depuis 2011, la Région souhaite [...] accompagner, à l'échelle des Pays, **hors Agglomérations**, des initiatives de **développement rural***

*Pour soutenir les initiatives de développement rural, depuis 2010, en complément des politiques territoriales **pour le développement spécifique des territoires ruraux**.*

*Objectif : faire émerger et soutenir des actions nouvelles **dans les territoires ruraux** »*

Ces affirmations sont sans équivoque.

Voilà qu'aujourd'hui vous changez de braquet ; et vous nous proposez d'élargir ID en campagne aux agglomérations. Mais pourquoi donc ? Les villes, et leurs banlieues manquent-elles donc de possibilités de développement économique, de services de proximité, d'activités culturelles, de lien social ?

Ce n'est pas notre impression devant l'application brutale de la loi NOTRe, et la concentration extrême des moyens et des pouvoirs qu'elle organise au profit des centres urbains.

Il serait singulier que par exemple, l'agglomération de Tours, qui prétend au statut de métropole, puisse dans le même temps revendiquer les humbles privilèges grâce auxquels le pays chinonais tente de pérenniser ses activités millénaires autour de l'osier et de la vannerie...

Le CESER se demande si « l'élargissement géographique permettra encore de lire une priorité » ; pour notre part, nous sommes sûrs du contraire.

Notre malaise se renforce en découvrant le nouvel enjeu que vous inscrivez dans le cadre d'intervention d'ID en campagne. Aux 3 thèmes majeurs - démarches économiques innovantes ; services de proximité ; environnement naturel et culturel - s'en ajoute un quatrième tout à fait flou le « renouvellement des formes d'expression de la population ». Vous citez en particulier la création d'espaces numériques collaboratifs, parfaitement illusoire dans des campagnes victimes de maltraitance numérique - et de nouveaux dispositifs en faveur de l'implication citoyenne. Ces thèmes n'ont de sens qu'en ville et dans les banlieues où ils sont déjà servis à satiété par les millions de la politique de la ville...

L'élargissement projeté s'accompagnera en outre de la mise en place d'un « outil de veille et de capitalisation » financé par les crédits d'ID en campagne. Pourquoi externe ? Manque-t-on à ce point de ressources internes capables tout simplement de partager les informations et d'échanger sur les expériences ?

Le coût de cet « outil », c'est autant d'argent qui n'ira sur le terrain. Priver chaque initiative d'une partie de qui est censé lui revenir pour qu'elle se réalise concrètement, au profit d'une cellule externe, cela ressemble à un détournement de fonds.

Pour ne pas une fois de plus léser les campagnes au profit des villes et des banlieues, nous nous opposons à l'élargissement d'ID en campagne.